

Le Front de libération nationale (FLN) au pouvoir en Algérie et le Rassemblement national pour la démocratie (RND) ont battu les partis islamistes et remporté les élections locales dans le pays.

Le FLN a obtenu la majorité absolue dans 159 des 1 451 communes du pays, tandis que le RND est arrivé deuxième, obtenant la majorité dans 132 communes, selon les résultats communiqués le vendredi 30 novembre par le ministre de l'Intérieur Dahou Ould Kablia.

Les partis islamistes ont nettement perdu du terrain lors de ce scrutin du 29 novembre. Le Mouvement pour la société de la paix (MSP) et l'Alliance Algérie verte n'ont réussi à décrocher que dix communes chacun.

Bien que le FLN ait conquis la majorité des sièges dans de nombreuses communes, il se retrouve contraint de former des alliances avec d'autres partis dans de nombreuses localités.

Ould Kablia a indiqué que la participation s'était établie à 44 pour cent, en hausse par rapport aux 43 pour cent enregistrés en 2007, la jugeant

"acceptable", selon l'AFP. C'est dans la province méridionale de Tindouf que la participation a été la plus élevée, à plus de 70 pour cent. La capitale a en revanche connu le taux de participation le plus faible, avec seulement 26 pour cent.

Le ministre a également indiqué que le scrutin s'était déroulé de manière totalement transparente. Il a expliqué que les rares problèmes signalés par les partis, concernant notamment le vote des militaires, étaient infondés.

"Les choses se sont déroulées conformément aux règles. Les militaires ont voté soit par procuration, soit dans les communes où se trouvent leurs casernes", a-t-il commenté. "Dans le dernier cas, ils ont présenté un certificat attestant de leur radiation du fichier dans leurs communes d'origine", a-t-il ajouté.

Le ministre a expliqué qu'aucune instruction n'avait été donnée aux soldats sur la manière dont ils de-

vaient voter.

Il a également indiqué que la plupart des nouveaux partis n'avaient eu qu'une incidence limitée sur ces élections. Il a attribué ce résultat au "manque d'expérience de ces partis".

Bien que les partis au pouvoir aient considéré cette élection comme un grand pas en avant dans les efforts visant à consolider le respect de la loi, les formations de l'opposition ont remis en question les résultats.

"Tous les observateurs ont noté la détermination du pouvoir à promouvoir la délinquance et l'incompétence à travers ses listes, aggravant les risques d'une déstabilisation nationale", a ainsi déclaré le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) dans un communiqué.

Plusieurs irrégularités ont été constatées, mais la plupart des problèmes ont été résolus le jour de l'élection, selon Mohamed Seddiki, prési-

dent de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections locales (CNISEL). Cette dernière a promis de révéler un certain nombre de détails dans son rapport définitif, qui sera présenté au Président durant les prochains jours.

Karim Daoud, 19 ans, a déclaré à Magharebia qu'il espère que "les élus locaux vont travailler durant leur mandat pour le bien de la société".

"Les jeunes ont besoin de logements, de travail, j'espère que les élus ont compris notre message", a-t-il déclaré.

Amina Zerouti, 22 ans, a expliqué souhaiter voir des progrès dans la manière dont les communes sont administrées.

"Nous voulons des élus honnêtes, propres et corrects", a-t-elle ajouté.

Par Fidet Mansour pour Magharebia.com

La Tunisie vient de recevoir une aide au développement de 200 millions de dinars (98 millions d'euros) de la Libye

L'assistance financière apportée par la Libye est un devoir envers ce pays", a déclaré le président du Congrès général national (CGN) libyen Mohamed Magarief lors de sa visite de deux jours à Tunis, qui s'est terminée le 23 novembre.

"Il existe des opportunités de coopération entre nos deux pays dans tous les domaines, comme le tourisme, la sécurité, l'économie et la politique", a-t-il ajouté après avoir rencontré le chef de l'Etat tunisien Moncef Marzouki.

Ce dernier a pour sa part déclaré que "la banque centrale a reçu ces fonds comme un cadeau destiné à aider l'économie tunisienne".

La Tunisie doit couvrir son déficit grandissant. Selon le ministre des Finances Slim Besbes, le pays a besoin de prêts et d'une aide pour près de sept milliards de dinars s'il veut couvrir les dépenses prévues au budget pour l'an prochain.

La coopération et l'intégration dans différents domaines ne sont plus une option, elles sont devenues inévitables au vu des fortes relations qui existent entre les deux pays, a expliqué Magarief. Ces liens ont été renforcés et consolidés après le succès de

nos révolutions respectives contre les tyrans, a-t-il poursuivi.

Il a également révélé l'existence de comités techniques conjoints entre la Tunisie et la Libye, dont la mission est d'activer la coopération et les partenariats bilatéraux, ainsi que de créer de vastes opportunités d'investissement.

Il a fait part de son espoir de voir les deux pays ne jamais être séparés par des frontières, des intérêts économiques ou des systèmes politiques.

Sur le plan sécuritaire, Magarief a souhaité le renforcement de la coopération entre la Tunisie et la Libye en cette période historique que traversent les deux pays.

"La sécurité de la Libye dépend de la sécurité de la Tunisie, et celle de la Tunisie dépend de celle de la Libye", a-t-il déclaré le 23 novembre devant l'assemblée constituante.

Les Libyens suivent les traces de la Tunisie sur la voie de la démocratie pour reconstruire leur Etat, a-t-il ajouté.

Ce haut responsable libyen a également souligné que les peuples libyen et tunisien sont face aux mêmes enjeux. Tous deux doivent relever le défi de la reconstruction

de leurs constitutions et de leurs institutions, ainsi que celui de leur développement économique et social.

Pour sa part, le président de l'assemblée constituante nationale tunisienne Mustapha Ben Jaafar a déclaré que la Tunisie se tiendra aux côtés de la Libye dans ses efforts de reconstruction et la soutiendra dans les différents domaines en raison du partenariat existant entre les deux pays.

Mais cet ensemble de mesures d'aide a toutefois suscité une certaine controverse en Libye, où de nombreuses personnes estiment que le gouvernement actuel n'est pas investi de l'autorité suffisante pour prendre de telles décisions.

La nouvelle a suscité de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. Plusieurs Libyens ont ainsi écrit sur Facebook que la mission du gouvernement libyen se limite à élaborer une constitution et à conduire les affaires de la Libye, et non à "gaspiller la richesse de la nation".

En réponse, la Tunisie a rappelé à ses voisins l'hospitalité que le pays avait offerte aux Libyens durant la révolution contre Mouammar Kadhafi.

"Nous nous sommes privés de nourriture et

l'avons donnée aux milliers de Libyens qui s'étaient réfugiés en Tunisie. Nous les avons aidés malgré la dégradation de la situation dans notre pays", a déclaré Mehrez Bouallague à Magharebia. "Nous leur avons ouvert gratuitement nos maisons et nos hôpitaux."

"Nous souffrons encore à cause de biens qui partent en contrebande en Libye. Les prix à la consommation ont augmenté d'une manière qui impose une lourde charge aux Tunisiens", a affirmé pour sa part Rim Boulaaba. "Il est bon de rappeler que la Tunisie accueille près de 500 000 Libyens en ces temps difficiles. Ils vivent en paix parmi nous et envoient leurs enfants aux côtés des nôtres dans nos écoles. Nous partageons avec eux des produits tunisiens fabriqués exclusivement par des mains tunisiennes."

Salah Sallami, un Libyen vivant actuellement en Tunisie, a commenté : "Le peuple tunisien a fait son devoir en accueillant nos réfugiés, et il est maintenant de notre devoir de nous tenir aux côtés de la Tunisie jusqu'à ce que son économie retrouve le chemin de la croissance. Nous sommes frères."

Par Monia Ghanmi et Houda Trabelsi pour Magharebia.com